

# La guerre de Croatie

**Contexte historique :** - 1. **La première Yougoslavie** fut une monarchie fondée le 1er décembre 1918 par Pierre Ier de Serbie. Elle a été d'abord baptisée : *Royaume des Serbes, Croates et Slovènes*, avant d'être renommé *Royaume de Yougoslavie*, le 6 janvier 1929. Cet État subsista jusqu'à l'invasion par les troupes de l'Axe le 6 avril 1941. La capitulation eut lieu 11 jours après, le 17 avril 1941.

- 2. **La seconde Yougoslavie** fut une république fédérale à parti unique communiste, et fondée le 29 novembre 1945. Après l'abolition officielle de la monarchie, elle prit le nom de *République fédérative populaire de Yougoslavie* peu avant l'adoption d'une nouvelle constitution le 31 janvier 1946, et enfin prit le nom définitif de *République fédérative socialiste de Yougoslavie* le 7 avril 1963. Celle-ci survécut jusqu'au 15 janvier 1992, lorsque quatre de ses républiques fédérées firent sécession : la Slovénie, la Croatie, la Bosnie-Herzégovine et la Macédoine.

- 3. **La troisième Yougoslavie** fut un État fédéral formée en 1992 sur le territoire de la Serbie (incluant les territoires de Voïvodine et du Kosovo) et du Monténégro. Elle fut nommée *République fédérale de Yougoslavie*. Le 4 février 2003, le nom « Yougoslavie » est abandonné et le pays est baptisé *Communauté d'États Serbie-et-Monténégro*. Il fut dissous à son tour le 3 juin 2006, à la suite de l'indépendance du Monténégro.

**La seconde Yougoslavie :** - 1945 : à la fin de la guerre, Tito prend le pouvoir avec l'aide de l'Armée Rouge (élections truquées, pressions sur la population)

- Sous le prétexte de collaboration, Tito fait fusiller (17 juillet 1946) son rival, le résistant Draza Mihailovic, commandant des Tchetniks, fidèle au roi et ferme opposant des fascistes comme des communistes.

- Le roi Pierre II de Yougoslavie est déposé le 29 novembre 1945 et Tito fonde la *République fédérative populaire de Yougoslavie*, qui est proclamée le même jour.

- 1946 : une nouvelle Constitution, copie de celle de l'URSS de 1936, consacre le fédéralisme de la Yougoslavie et le pouvoir de Tito.

- À l'instar de Staline en URSS, Tito décide de remplir les fonctions de Premier ministre fédéral et de chef du Parti communiste, puis de président de la République à partir de 1953. L'opposition est neutralisée avec sévérité et déclarée illégale

- La Constitution instaure six « Républiques populaires » (devenues « Républiques socialistes » en 1963) : la Bosnie-Herzégovine (capitale Sarajevo), la Croatie (capitale Zagreb), la Macédoine (capitale Skopje), le Monténégro (capitale Titograd), la Serbie (capitale Belgrade) et la Slovénie (capitale Ljubljana).

- Le but de Tito est résumé par sa phrase : « La Yougoslavie a six républiques, cinq nations, quatre langues, trois religions, deux alphabets et un seul parti ». Tito crée donc un État où toutes les différences sont reconnues sauf les différences politiques.

- Sur le plan politique, l'idée est de construire un État unifié, et donc plus puissant et souverain : il s'agit d'éviter le morcellement de la région en une myriade de petits États qui subiraient le jeu des grandes puissances comme c'était le cas depuis la seconde moitié du XIXe siècle dans les Balkans.

- Commencée comme une lutte pour le pouvoir en Yougoslavie, la rupture entre Staline et Tito va permettre à la Yougoslavie un sensible développement économique grâce aux crédits accordés par les États-Unis, intéressés à l'idée d'entretenir une rupture dans le bloc communiste.

- Dès 1945, Tito entre en lutte contre les hommes de Staline placés dans l'administration et le parti communiste yougoslave. Il lutte contre la subordination de sa police, son armée et sa politique extérieure

- En mars 1948, Staline rappelle tous ses conseillers militaires et ses spécialistes civils basés en Yougoslavie. Cependant, Staline commet une erreur politique car il débarrasse Tito d'autant d'opposants internes.

- Très intéressés par ces tensions au sein du bloc communiste, les États-Unis apportent un soutien discret à Tito

- Staline tente alors la pression économique. Il réduit de 90 % les exportations de l'URSS vers la Yougoslavie et oblige les démocraties populaires à faire de même. Ce blocus économique incite Tito à augmenter ses échanges avec le bloc occidental. Il reçoit des crédits américains *via* le **plan Marshall** mais reste néanmoins toujours fidèle au **socialisme**.

- Dictature : comme seul le Parti communiste est autorisé et que Tito en est le chef, il gouverne sans interruption de 1945 à sa mort en 1980, à 88 ans. Auto-proclamé maréchal de Yougoslavie, Tito s'accroche au pouvoir jusqu'à l'âge de 87 ans. Les journaux yougoslaves publient couramment ses photos dans toutes les activités de la vie quotidienne comme l'accueil des personnalités

du monde entiers (telles Elisabeth Taylor, Nehru, Neil Armstrong, Kirk Douglas, etc.), les municipalités se plaisent à inaugurer des statues à son effigie, plusieurs localités sont baptisées de son nom. Tito fait coïncider le jour de son anniversaire avec celui de la fête nationale et en 1974, la nouvelle constitution déclare dans son article 333 que c'est « en raison de son rôle historique dans la libération nationale » que Tito est nommé président à vie. Sans limitation de durée, il cumule les mandats

- Dix ans après sa mort, la Yougoslavie voit renaître de manière sanglante des tensions inter-ethniques entre ses peuples, dans un pays créé par les traités de l'après Première Guerre mondiale.

### Situation au début :

- La Yougoslavie est une mosaïque de 6 républiques (Croatie, Serbie, Monténégro, Bosnie-Herzégovine, Slovénie, Macédoine) pseudo indépendantes (+ 2 provinces = Kosovo, Voïvodine).

- Dans chaque territoire, les nationalités se sont mélangées (Serbes de Croatie, Croates en Bosnie...) durant la période Tito. Les cultures sont également très variées : catholiques, musulmanes, d'influence européenne riche au nord et d'influence ottomane au sud.

- L'ensemble tenait grâce à la répression de Tito.

- A la mort de Tito en 1980, les tentatives pour établir une nouvelle dictature ont échoué mais la Yougoslavie, non alignée, avait un niveau socio-économique qui lui permettait de rester unie, chacun y trouvant à peu près son intérêt.

### Les prémices :

- Après l'arrivée au pouvoir, dans la République de **Serbie**, de **Slobodan Milošević**, la menace se fait plus précise. En avril **1987**, alors numéro deux du régime yougoslave, il est envoyé en mission au **Kosovo**, pour calmer les nationalistes serbes qui considèrent être victimes de discriminations et de violences de la part de la majorité albanaise. Lors de sa visite, les policiers locaux, albanais, répriment une foule de nationalistes serbes qui leur ont lancé des pierres. Milošević, considérant probablement que la foule était innocente, sera filmé en train de déclarer aux Serbes : « On ne vous frappera plus jamais ! » Il devint alors un héros des nationalistes serbes. En mai 1989, il est élu président de la **Serbie**.

- L'économie yougoslave est mal en point depuis le début des années 1980, une situation accentuée par la sortie du modèle communiste. D'une part, le **FMI** prescrit des réformes draconiennes et d'autre part, les républiques aisées du nord (Croatie et Slovénie) se sentent dépossédées de leurs richesses, partagées avec les régions pauvres du sud de la Yougoslavie.

- Malgré les quelques succès économiques du premier ministre **Ante Marković** permettant à la Yougoslavie de se rapprocher de l'économie de marché, le pouvoir central est préoccupé par cette crise et la remise en cause de l'unité du pays. Une des solutions envisagées par le gouvernement de **Slobodan Milošević** est la concentration des pouvoirs en **Serbie**, en supprimant l'autonomie des provinces comme la **Voïvodine** et le **Kosovo**. Le Kosovo est peuplé à 90 % d'Albanais qui souhaitent le statut de république et non plus de province pour leur région.

- 1989 : Chute du Mur de Berlin et du bloc communiste.

- En 1990, les premières élections libres et pluralistes se déroulent en Bosnie-Herzégovine, en Macédoine, en Serbie, en Slovénie et en Croatie suivant en cela le mouvement de démocratisation engagé en Europe de l'Est un an auparavant. Bosnie-Herzégovine, Macédoine, Slovénie et Croatie élisent des présidents favorables au pluralisme et indépendantistes.

- Le nouveau président de la Croatie, Franjo Tuđman, est également pour une dissociation de la Yougoslavie. Il cherche un financement auprès des Croates expatriés, plus extrémistes que les Croates de Croatie.

- La Slovénie de Milan Kučan et la Croatie de Franjo Tuđman cherchent à obtenir leur indépendance. Aussi tentent-ils de créer, de manière clandestine, une armée financée, en grande partie, par l'Allemagne. Ils tentent de faire passer la Yougoslavie pour une *création artificielle* et la Serbie comme le dernier bastion du communisme en Europe.

- En décembre 1990, les populations slovènes et croates se prononcent par référendum en faveur de l'indépendance. En janvier 1991, les deux républiques lancent un ultimatum aux autorités yougoslaves, demandant à mettre la question de l'indépendance à l'ordre du jour, faute de quoi elles déclareront leur indépendance unilatéralement avant le 1er juillet 1991. La question est ouvertement ignorée par Belgrade, ainsi d'ailleurs que par les chancelleries occidentales.

- À la suite de ce référendum, boycotté par la plupart des Serbes de Croatie, et comme le permet leur constitution, le 25 juin 1991, la Slovénie et la Croatie déclarent leur indépendance. L'Allemagne, l'Autriche et le Vatican apportent leur soutien diplomatique et financier.

- L'Allemagne est le premier pays européen, après le Vatican, à reconnaître la Croatie et la Slovénie le 23 décembre, suivie par les autres pays européens le 15 janvier 1992.

- L'Armée fédérale (JNA), majoritairement composée de Serbes et Monténégrins et dirigée par le Slovène Konrad Klosek, chargée de garantir l'unité yougoslave, intervient contre les deux Républiques sécessionnistes. De violents affrontements s'ensuivent, contre les milices de la Croatie et de la Slovénie. Éparpillée le long de la frontière, des unités de la JNA sont prises au piège par des forces slovènes dix fois plus nombreuses, et se rendent rapidement. La Slovénie, par cette courte guerre (27 juin - 6 juillet) d'une dizaine de jours, se présente à la communauté internationale comme une nation agressée.

- La Communauté européenne, qui ne s'est pas encore prononcée sur la reconnaissance de ces deux Républiques, met en place, le 27 août 1991, la Commission Badinter, chargée de réfléchir sur la question. Les décisions finales ont un caractère de jurisprudence. La Commission reconnaît l'indépendance de la Slovénie et de la Croatie, en vertu du droit appliqué pour la décolonisation, qui reconnaît l'indépendance à l'intérieur des frontières administratives, délimitées par la Yougoslavie pour des besoins de décentralisation. La commission Badinter déclare la Yougoslavie « en dissolution », « en désintégration », ou encore « en démembrement », ce qui rend caduque la constitution yougoslave du point de vue de la Communauté européenne, et encourage les sécessions. Les États-Unis d'Amérique et le FMI reconnaissent aussi les deux Républiques.

### Cas de la Croatie :

- La guerre de Croatie, ou guerre d'indépendance croate, s'est déroulée entre le 17 août 1990 et le 12 novembre 1995, à l'issue de l'effondrement de la fédération yougoslave et a opposé la République de Croatie nouvellement indépendante à l'Armée populaire yougoslave (JNA) et à une partie des Serbes de Croatie.

- Les Croates veulent établir un État souverain indépendant de la Yougoslavie et les Serbes, soutenus par la Serbie, s'opposent à cette sécession et veulent conserver la Croatie au sein de la Yougoslavie.

- La sécession n'a pas été écrasée et les forces serbes établissent la république auto-proclamée de Krajina (RSK) au sein du territoire croate.

- À la fin de l'année 1991, la plupart de la Croatie est impactée par la guerre avec de nombreuses villes et villages lourdement endommagés par les combats et les opérations militaires[36] et le reste devait faire face à l'afflux de centaines de milliers de réfugiés

- Après le cessez-le-feu de janvier 1992 et la reconnaissance internationale de la Croatie, les lignes de front se stabilisent, la **Force de protection des Nations Unies** (UNPROFOR) est déployée et les combats deviennent sporadiques dans les trois années suivantes.

- En 1995, la Croatie lance deux offensives majeures, les opérations **Éclair** et **Tempête** qui mettent fin à la guerre, en sa faveur.

- La guerre se termine avec une victoire décisive de la Croatie qui a rempli ses objectifs définis au début de la guerre : l'indépendance et la préservation de ses frontières. Cependant, la plus grande partie de la Croatie est dévastée avec un quart de son économie détruite tandis que l'ONU estime les dégâts à environ 37 milliards de dollars. Le nombre de morts est estimé à

20 000 pour les deux camps et il y a eu des réfugiés de chaque côté, les Croates principalement au début de la guerre et les Serbes vers la fin. La plupart des réfugiés reviennent dans leurs foyers, ainsi la Serbie et la Croatie se réconcilient en partie, mais les blessures de la guerre et les verdicts du tribunal pénal international continuent d'empoisonner leurs relations.